

« Démocratie et Service public » :

Listes soutenues par le SNESup - FSU

Cette profession de foi trace les grandes lignes d'un programme d'action pour les prochaines années à l'UBO, que nous défendrons dans toutes les instances où nos élu.e.s siègeront. Ce programme peut aussi s'incarner à travers l'élection d'un.e Président.e s'engageant sur celui-ci. Cette profession de foi s'appuie sur l'expérience et le travail entamés depuis de nombreuses années par les élu.e.s SNESUP-FSU dans les conseils centraux et comités, et donc sur leurs prises de position dans ceux-ci. En particulier, une grande attention est et sera apportée sur les questions cruciales touchant aux ressources humaines et aux conditions de travail. Cette profession de foi s'appuie sur des échanges constants avec les collègues et des étudiant.e.s, en tous lieux et circonstances, pour une collégialité retrouvée.

QUALITÉ DE LA FORMATION AVANT TOUT

Il faut remettre la formation au cœur des objectifs de l'université :

1. En garantissant une offre de service public digne pour tous les lycéen.nes et étudiant.es :

- Proposition de revenir à (au minimum) **12 semaines de cours par semestre** pour éviter ainsi la concentration des cours sur 11 semaines (là où le PARI s'est traduit par la suppression d'une semaine sur les 12) et aux volumes horaires avant application du PARI (cadre national des diplômes).
- Réfléchir à une **gestion des outils Parcoursup et MonMaster qui soit respectueuse des candidat.e.s**, en particulier de celles et ceux issu.es du bassin naturel de recrutement de l'UBO et des étudiant.es, qui doivent pouvoir être accueilli.es à l'université pour faire leurs études supérieures près de chez eux.
- Garantir que la **totalité des enseignements prévus** dans les maquettes de formation soient assurés (pas de neutralisation d'enseignements) par des collègues qualifiés et formés, le cas échéant titulaires des concours de la fonction publique.
- En mettant l'accent sur la **formation des enseignant.es** dans deux directions: renforcer la formation initiale disciplinaire fondamentale dans les licences de l'université et soutenir la formation en alternance au sein de l'INSPE, composante de l'université ; recréer des parcours Professorat des Ecoles en Licence, pluridisciplinaires et exigeants, autour des disciplines enseignées à l'école.

Ces conditions d'accueil et de garantie du niveau des diplômes délivrés seront la meilleure façon de **lutter contre le développement de formations privées d'enseignement supérieur** : UCO et autres.

2. En ayant une politique massive de recrutement de fonctionnaires et un soutien indéfectible à tous les personnels – quel que soit leur statut, quelle que soit leur fonction, fonctionnaires ou contractuels, enseignants ou BIATSS :

- **Recrutement sur concours** à tous les endroits où les conditions de travail ne permettent pas de mener à bien les enseignements et leur gestion administrative de manière satisfaisante.
- **Arrêt du recours systématique du recrutement de contractuels** (enseignant.e, BIATSS) dont le turnover fragilise le bon fonctionnement de l'institution à moyen terme plus qu'il n'offre de solutions ponctuelles.
- Revalorisation **des primes des contractuels** à hauteur de celles des fonctionnaires.
- Augmentation du nombre de **financements doctoraux d'état**; accès à la charge complémentaire d'enseignement tout au long de la thèse.

3. En recentrant la communication de l'université sur la formation et sur la science :

- Cesser de multiplier les injonctions de toute sorte à moyens humains constants (pratique pédagogique « innovante », suivi personnalisé, contrat pédagogique, université plus inclusive...) et se donner les moyens d'une université ouverte à tou.te.s pour une formation initiale et tout au long de la vie (mettre en place des cycles de cours publics, ouvrir les portes aux étudiant.e.s étranger.e.s, rendre réellement accessible l'université aux étudiant.es en situation de handicap).
- Mettre un frein à une communication débridée en toutes directions : arrêt de la promotion à outrance de l'UBO pour ses classements internationaux, semaines d'intégration et jeux de piste !
- La communication externe devrait et devra avoir l'honnêteté de la transparence : ne pas cacher les richesses et les difficultés de l'UBO ; ni propagande ni misérabilisme.



UNE RECHERCHE PUBLIQUE FORTE

1. Renforcement du financement public de la recherche :

- Renforcer la **dotation publique de la recherche** pour permettre à chacun de développer une recherche de qualité sans devoir répondre à des contingences administratives extérieures.
- **Négliger les classements internationaux** comme celui de Shanghai ou du Times, ou du moins ne pas lui donner une telle importance : cela conduit à invisibiliser bien des problématiques et champs de recherche, voire tend à faire de l'UBO une université monovalente (Mer).
- Lutter contre une déconnexion de plus en plus importante entre logique d'une certaine excellence de la présidence et réalité du terrain, avec dégradation toujours plus importante des **conditions de travail de la majorité des chercheurs**.
- Créer une **charte des Chercheurs contractuels**, inexistante à ce jour, pour homogénéiser les statuts des post-doctorants entre les laboratoires et tutelles.

2. Promouvoir et privilégier les financements pérennes de la recherche :

- **Limiter les Appels À Projet (AAP)** internes (fondation UBO, SEA-EU, Instituts...) en redistribuant les moyens sous forme pérenne aux départements, laboratoires, UFR selon le cas pour que chacun ait accès aux moyens de faire sa recherche.
- **Évaluer à sa juste valeur** la portée des succès d'obtention de financements.

3. Restaurer la place des ALL-SHS à l'UBO :

- Rétablissement d'un **véritable projet scientifique ALL-SHS** pour l'UBO. Que les LSH ne soient pas juste une coloration à donner à la recherche des autres axes.
- Réflexion sur la **remise à égalité des SHS** (absence de VP, absence d'institut) et des autres pôles de la recherche à l'UBO.

GOUVERNANCE : DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE

1. Contre l'EPE :

L'UBO est pluridisciplinaire, avec de nombreuses composantes, sur de nombreux sites géographiques : maintenir sa cohérence, renforcer son fonctionnement démocratique et assurer le développement de chacune de ses composantes est un défi permanent qu'il nous faut relever. Se jeter dans une structure telle que l'EPE dont le but est de contourner le Code de l'éducation ne peut que nous éloigner de ce but. Et d'une manière irréversible. **L'UBO doit rester une université**. Elle doit se renforcer dans son fonctionnement, se recentrer autour de ses missions fondamentales et trouver les moyens de rester maîtresse de son destin.

2. Pour un vrai fonctionnement démocratique :

- Revenir sur le **fonctionnement des conseils / commissions de l'UBO** pour que de vrais débats y aient lieu.
- Repenser et réviser le **rôle des bureaux** (CA, CR, CFVU) : force de proposition, préparation des séances pour permettre aux conseils de rendre des avis éclairés
- **Réduire le pouvoir du CDC** et son opacité ; si possible en démocratiser le fonctionnement (composition, compte rendus officiels de réunions).

3. Vie institutionnelle :

- Une politique des ressources humaines **humaine et transparente** débattue dans les instances représentatives (CSA, CA, CFVU et CR) et définie par elles chacune dans sa compétence.
- S'interroger sur la place des Instituts (IBNM, IBSAM, ISHSH, IUEM) et leur poids au sein de l'établissement.
- Repenser les **instances de lutte contre les violences** à l'université et mener une réflexion et des actions pour une bientraitance des agent.e.s et des usager.e.s de l'université
- Obtenir des **comptes rendus d'activité** des chargés de missions (UFR / UBO).

PORTER UN PROJET DE SOBRIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE AMBITIEUX

1. Pour un traitement universitaire des enseignements sur le développement durable et les transitions

- Recruter des **enseignants-chercheurs dont le domaine de recherche** est directement en lien avec les questions de transition écologique et sociale, car l'importance de ces sujets mérite des enseignements de niveau universitaire et des approches variées dans toutes les filières.
- Prendre le temps de **réfléchir collectivement** à ces sujets d'un enjeu primordial.

2. Pour une implication de toutes et tous :

- Accompagner et donner des moyens aux comités locaux Développement durable pour que les usagers et personnels volontaires puissent mener des actions concrètes.
- Permettre à chacune et chacun de se former sur ces thématiques,
- Faciliter la démarche de Bilan Carbone des laboratoires (Labo 1.5), et partager les résultats entre composantes.

3. Transports et achats responsables

- Doter l'UBO d'un **schéma de promotion des achats publics** socialement et écologiquement responsables (SPASER).
- Doter l'UBO d'une **politique de transport raisonnée** avec, entre autres, la mise en œuvre d'une offre de covoiturage et la mise en place d'une politique de diminution de l'avion (train pour les trajets de moins de 4h et discussion autour des quotas individuels).

Le 20 février, votez et faites voter pour les listes FSU « Démocratie et Service public »

